

CARNET
LÉGISLATIF
#7

NOVEMBRE 2021

Guillaume
Gouffier-Cha

DÉPUTÉ DU VAL-DE-MARNE

Fontenay-sous-Bois | Saint-Mandé | Vincennes

DEPUIS 4 ANS,
VOTRE DÉPUTÉ
TIENT SES
ENGAGEMENTS !

**FACE AUX
CRISES, NOUS
AVONS PROTÉGÉ
LES FRANÇAIS
ET CONTINUÉ
À RÉFORMER**





NOTRE VOLONTÉ D'AGIR

Avec ce septième carnet législatif que je vous propose au moment où nous discutons le dernier budget de ce quinquennat, je veux revenir sur la réalité de l'action que nous menons depuis 2017.

Au cours de ces quatre dernières années, malgré les crises, nous n'avons eu de cesse de vouloir aborder les sujets qui étaient depuis trop longtemps mis sous le tapis, et ce afin de réduire les inégalités sociales et de destin, les inégalités entre les femmes et les hommes, de revaloriser le travail, de redonner du pouvoir d'achat aux Français, d'accélérer la transition écologique, de moderniser notre modèle social, économique et productif, de renforcer nos services publics, de garantir la sécurité de nos concitoyens dans tous les territoires. Cette volonté d'agir, nous la retrouvons dans le budget que nous allons adopter pour l'année 2022. Un budget où nous renforçons les moyens de l'Éducation nationale, de la santé, de nos forces de sécurité et de notre justice tout en lançant le plan France 2030 pour construire notre économie des prochaines décennies et en créant le revenu d'engagement des jeunes.

Le sens de notre action depuis 2017, c'est également une méthode construite sur la participation citoyenne et la confiance dans l'énergie des territoires. Cette méthode, je l'ai faite mienne depuis le tout premier jour de l'exercice du mandat que vous m'avez confié en démissionnant de mon mandat de conseiller municipal afin de ne pas cumuler plusieurs mandats, en organisant de manière régulière des ateliers législatifs ouverts à tous, en publiant chaque semaine mon agenda et chaque année l'utilisation de mon budget de fonctionnement. Faire de la politique autrement ne doit pas se réduire à des mots. Cela doit se traduire par un état d'esprit qui guide au quotidien notre action d'élu au service de l'intérêt général et par des actes concrets. C'est le sens de mon action.

Le fond et la forme, dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Tel est l'objectif de ce carnet législatif. Je reste à votre entière disposition si vous souhaitez échanger sur l'actualité ou les politiques que nous menons pour notre pays et pour préparer l'avenir.

GUILAUME GOUFFIER-CHA



UN MANDAT AVEC VOUS ET EN TRANSPARENCE

Renouveler les pratiques politiques implique de repenser la manière dont les élus exercent le mandat qui leur a été confié. C'est ce que nous essayons de faire avec mon équipe depuis 2017. D'abord en publiant chaque semaine mon agenda et une fois par an le bilan d'utilisation de l'enveloppe de fonctionnement qui m'est attribuée par l'Assemblée nationale.

Ensuite, en ayant ouvert un atelier législatif situé au 76 avenue de la République à Vincennes, et en organisant de manière régulière des réunions sur des lois particulières ou des séances de questions/réponses sur l'actualité. En communiquant également régulièrement sur l'actualité législative à travers mon site Internet, ma newsletter, mon carnet législatif.

Enfin, en étant particulièrement présent et actif à l'Assemblée nationale bien entendu.



EN CIRCONSCRIPTION

- **45 réunions publiques** dont
 - 13 en distanciel
 - 5 dans le cadre du grand débat national
- **7 carnets législatifs**
- **39 lettres d'information en ligne**
- **mon agenda en ligne chaque semaine**
- **4 compte-rendus annuels sur mes frais de mandats**



À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- Je suis le 7^e député le plus assidu à l'Assemblée nationale depuis 2017
- Au cours de mon mandat, j'ai proposé :
 - **2 propositions de loi**
 - **2 367 amendements co-signés dont 1 183 adoptés**
 - **337 amendements personnels**

SOURCE : DATAN.FR

SOURCE : NOSDÉPUTÉS.FR

QUATRE ANNÉES D'ACTION ET DE RESPONSABILITÉS

2017

DE JUIN 2017 À JUIN 2018 **MEMBRE DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE**
DEPUIS JUIN 2017 **WHIP DE LA DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES**

SEPTEMBRE 2017

Projet de loi Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme

Rapporteur pour avis

Face à l'importance de la menace terroriste, nous avons dès le début du quinquennat renforcé nos outils de lutte contre le terrorisme et le maintien de la sécurité intérieure. Dans ce cadre-là, j'étais rapporteur pour avis au titre de la commission de la défense notamment pour veiller au bon renforcement des moyens affectés à nos services de renseignement.



NOVEMBRE 2017

Première séance de Questions au député

J'ai répondu aux questions des habitants dans le cadre d'un échange participatif sur l'action du gouvernement et sur mon activité en tant que député. Le format est simple : des questions de deux minutes et des réponses de deux minutes comme lors des séances de « questions d'actualité au gouvernement » à l'Assemblée. Depuis, je reproduis très régulièrement ce type d'échanges ouverts à tous, en y associant ma suppléante Anne Broches.

2018

DEPUIS JUIN 2018 **MEMBRE DE LA COMMISSION DES LOIS**

JANVIER 2018

Voyage à Auschwitz

Nous nous sommes rendus en Pologne à Auschwitz-Birkenau pour un voyage mémoriel organisé par l'association S.C.O.R.E et parrainé par les deux villes de Fontenay-sous-Bois et de Saint-Mandé, accompagné par Elie Buzyn, rescapé et grand témoin de la Shoah. Un moment particulièrement fort, inoubliable. Nous ne devons jamais oublier.



2017-2018

Auditeur de l'IHEDN

En tant que député, j'ai été auditeur de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) pendant la première année de mon mandat. L'IHEDN est l'établissement public administratif français d'expertise et de sensibilisation en matière de défense.



JUILLET 2018

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes

Grande cause du quinquennat, l'égalité entre les femmes et les hommes se traduit concrètement par une première loi de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, loi dans laquelle je me suis particulièrement impliqué en tant que whip de la délégation aux droits des femmes.

2019

NOVEMBRE 2018

Réforme du divorce dans le cadre de la modernisation de la justice

Rapporteur pour avis

La délégation aux droits des femmes m'a confié un rapport pour bien prendre en compte les inégalités entre les femmes et les hommes dans le projet de loi de programmation pour la Justice, notamment dans le cadre de la réforme de la procédure de divorce et le jugement des viols dans les cours criminelles départementales.

FÉVRIER-MARS 2019

Le grand débat national

Dans le cadre du grand débat national à l'initiative de la présidence de la République, j'ai organisé quatre débats thématiques et une synthèse. L'ensemble de ces séances ont connu un franc succès avec des salles comblées, comptant de 100 à 200 participants à chaque rencontre, des échanges fructueux et plus de 200 propositions formulées et répertoriées.



PRINTEMPS 2019

Projet de loi pour une fonction publique modernisée et attractive

Responsable de texte

J'ai travaillé aux côtés de la rapporteure Émilie Chalas sur ce projet de loi qui promeut un dialogue social plus stratégique et efficace, garantit la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics en favorisant la mobilité et en accompagnant les transitions professionnelles et renforce l'égalité entre les femmes et les hommes et l'accès à l'emploi public des personnes en situation de handicap.

JUIN 2019

Défense des sujets vélo dans la loi d'orientation des mobilités

La LOM vise à améliorer concrètement les déplacements au quotidien. J'ai œuvré aux côtés des députés du club des élus nationaux pour le vélo pour que les mesures du Plan vélo présenté en septembre 2018 soient pleinement intégrées : amélioration du transport des vélos dans les trains grâce à des emplacements dédiés, forfait mobilités durables, développement du stationnement de vélo dans les gares et dans les immeubles, etc.



JUILLET 2019

Fiscalité des pensions alimentaires : pour un système réellement équitable et adapté à la société contemporaine

Rapporteur

Dans le cadre des mesures en faveur des familles monoparentales, la délégation aux droits des femmes m'a demandé d'examiner le régime fiscal applicable à ces pensions alimentaires avec la députée Sophie Auconie. Le mécanisme actuel selon lequel les sommes versées sont déductibles du revenu global de la personne qui les paie et les sommes reçues constituent un revenu imposable pour la personne qui les reçoit, n'est pas équilibré, avec d'importants effets de seuil et des distorsions qui doivent être rapidement corrigées. Le rapport propose de repenser les fondements du système socio-fiscal pour une meilleure prise en compte des nouvelles structures familiales.

2020

SEPTEMBRE 2019

Propositions de loi de clarification du droit électoral

Rapporteur

Le droit électoral mérite la plus grande clarté. J'ai été rapporteur des deux propositions de loi de clarification de notre droit électoral : il s'agit d'un texte technique et donnant des réponses à des difficultés concrètes en matière électorale, texte qui a fait l'objet d'un large consensus sur tous les bancs de l'Assemblée.



SEPTEMBRE-NOVEMBRE 2019

Grenelle des violences conjugales

Responsable pour la majorité

Avec mes collègues, j'ai parcouru la France pour mieux comprendre les ressorts des violences conjugales, voir ce qui ne fonctionnait pas et ce que nous devons faire pour que demain plus aucune femme ne meurt sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint, pour que demain les violences au sein du couple et de la cellule familiale diminuent réellement. Nous avons débouché sur une vingtaine de propositions et une proposition de loi que j'ai portée avec ma collègue Bérange Couillard.

JANVIER 2020

Réforme des retraites

Rapporteur général

Le projet de loi instaurant un système universel de retraites est une réforme qui devait apporter des réponses aux injustices de notre système actuel, à son illisibilité et à ses déséquilibres budgétaires. Adopté le 3 mars 2020 en première lecture à l'Assemblée, ce projet de loi a été interrompu par la crise sanitaire. Il demeure capital pour notre pays.



JUILLET 2020

Adoption de la proposition de loi Protéger les victimes de violences conjugales

Co-auteur

Les propositions du Grenelle des violences conjugales ont débouché sur une proposition de loi co-écrite avec ma collègue Bérange Couillard, qui améliore les outils de prévention et de répression des violences conjugales et répond aux demandes des victimes et professionnels du secteur, comme l'interdiction de la médiation familiale, le retrait des armes, la reconnaissance du suicide forcé ou l'interdiction des logiciels espions. Cette loi vient également davantage encadrer l'accès aux sites pornographiques afin de protéger les publics les plus jeunes.

SEPTEMBRE 2020

Proposition de loi de simplification du Grand Paris

Co-auteur

Très impliqué sur l'organisation de nos collectivités territoriales et en particulier sur la métropole parisienne, j'ai déposé avec Pacôme Rupin et 39 députés franciliens de La République en Marche, une proposition de loi pour simplifier la structuration institutionnelle du Grand Paris. Notre ambition est d'engager la clarification institutionnelle du Grand Paris tant attendue, pour que le projet métropolitain advienne enfin.

2021

DEPUIS SEPTEMBRE 2021 **WHIP DE LA COMMISSION DES LOIS**

FÉVRIER 2021

Confirmer l'égalité femme-homme dans la politique extérieure de la France

Rapporteur pour avis DDF

Le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales est l'occasion de traiter d'un sujet particulièrement important, celui de la diplomatie féministe de la France, un thème sur lequel la délégation aux droits des femmes s'est engagée de longue date.

2021

Projets de loi relatives à la gestion de la crise sanitaire

Responsable des textes

Depuis mars 2020, la crise du Covid19 nous oblige à adapter notre législation pour faire face à la situation épidémique tout en préservant le plus possible le quotidien des Français. Depuis janvier 2021, je suis responsable pour le groupe LaRem des textes de loi relatifs à la gestion de la crise sanitaire.

MARS 2021

Loi Climat et amendements vélo

Dans le cadre de la loi Climat, j'ai porté plusieurs amendements pour le vélo ainsi que sur la sobriété foncière. Nous avons voté une série d'aides pour faciliter l'achat de vélos, avec une prime à la mobilité durable ouverte à toutes les formes de mobilités propres dans les zones à faibles émissions. Nous travaillons au développement des modes de mobilités actifs peu émetteurs de carbone, parce que la transition écologique s'opère à tous les niveaux.



SEPTEMBRE 2021

Pour une filière industrielle du vélo

Le Premier ministre Jean Castex m'a confié une mission parlementaire sur la filière économique du vélo en France. L'objectif de cette mission est de donner une vision d'ensemble des perspectives et des freins au développement du vélo d'un point de vue industriel, économique et d'emplois.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES POUR UN QUOTIDIEN PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT



Dans vos déplacements

- **En voiture** : les véhicules les plus polluants seront interdits à la vente en 2030. Plusieurs aides existent pour l'achat d'un véhicule moins polluant : la prime à la conversion et le bonus écologique.
- **En train** : des alternatives seront proposées pour les vols locaux de moins de 2h30. L'offre ferroviaire sera renforcée.
- **En avion** : 100% des vols intérieurs devront faire l'objet d'une compensation carbone.
- **À vélo** : l'État va financer quatre fois plus de pistes cyclables sécurisées dans toute la France.



À votre domicile

- **Dès 2023, les « passoires thermiques » les plus énergivores ne pourront plus être proposées à la location.**
- **Avec le dispositif « Ma Prime Renov »** (lancé en janvier 2020), les propriétaires de logements continueront à être accompagnés financièrement dans la réalisation de leurs travaux de rénovation.
- **Un guichet unique en matière de rénovation énergétique** sera mis en place pour simplifier les démarches des Français.



Dans vos assiettes

- **Un fort soutien au secteur agricole** pour vous proposer des produits de qualité au plus grand nombre.
- **Le plastique à usage unique va disparaître.** De 2021 à 2023, plusieurs objets en plastique vont disparaître : couverts, pailles, couvercles de gobelets, sachets de thé ou encore vaisselle jetable dans les fast-foods.
- **Les sites de restauration collective publique comme privée** devront proposer 50% d'aliments durables et de qualité (dont 20% de produits bio).



LE QUINQUENNAT DU VÉLO, POUR UNE FILIÈRE ÉCONOMIQUE DU VÉLO EN FRANCE

Jamais autant n'avait été fait pour la pratique du vélo avec le plan vélo de 2018 qui prévoit de forts investissements sur les infrastructures cyclables et le « savoir rouler à vélo », complété de toutes les mesures prises à la suite de la crise sanitaire, comme le développement des coronapistes et le coup de pouce vélo.

En tant que co-président du club des parlementaires pro vélo, je me suis impliqué pour que le vélo soit intégré dans tous les textes de loi, notamment dans la loi Climat, avec l'élargissement de la prime à la conversion au vélo. De nombreuses avancées pour les cyclistes, obtenues dans une logique transpartisane que je salue.

À la rencontre de nos industriels

J'ai participé au **tour de France à la rencontre des industriels du vélo organisé par le club des villes et territoires cyclables**. Dans les Vosges, dans la Marne, dans les Pays de la Loire ou au salon des professionnels à Paris, j'ai échangé avec des acteurs impliqués, optimistes et volontaires, dans un secteur économique en plein essor. La rencontre des acteurs économiques et sociaux du vélo en France a mis en exergue la nécessité de structurer une filière économique du vélo.



Une mission parlementaire pour la filière du vélo

Ce 5 octobre, le premier ministre Jean Castex m'a confié une **mission parlementaire sur la filière économique du vélo en France**.

L'objectif de cette mission est de donner une vision d'ensemble des perspectives et des freins au développement du vélo d'un point de vue industriel, économique et d'emploi. Je m'attacherai à établir un état des lieux des forces et faiblesses de l'industrie du vélo en France en y incluant la fabrication des vélos et des pièces détachées, mais aussi le secteur de la vente et réparation très pourvoyeur d'emploi et des services, ainsi que les infrastructures, les services associés, etc. Rendu le 5 janvier 2022.





À la maison
des femmes
de Saint-Denis
en 2019.

L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME, GRANDE CAUSE DU QUINQUENNAT

Lutte contre les violences faites aux femmes

- **Mise en avant inédite** avec le Grenelle des violences conjugales.
- **Simplification du dépôt de plainte dans les hôpitaux.**
- **Le 3919 est accessible 7j/7 et 24h/24.**
- **Les bracelets anti-rapprochement** sont déployés partout en France.
- **Le harcèlement de rue est maintenant un délit.**

Plus d'égalité sur le plan professionnel

- **L'index pour l'égalité professionnelle** permet de faire évoluer rapidement les entreprises pour plus d'égalité.
- **Congé paternité allongé de 14 à 28 jours.**
- **Allongement du congé maternité des agricultrices et des indépendantes.**
- **Proposition de loi visant à renforcer l'égalité économique et professionnelle :** versement du salaire sur un compte propre et représentation équilibrée au sein des instances dirigeantes des entreprises.

De nouveaux droits

- **Ouverture de la PMA à toutes les femmes.**
- **Lutte contre les impayés de pension alimentaire** avec la réforme et la généralisation de l'ARIPA : versement automatique par la CAF.
- **Allongement des délais de prescription des crimes sexuels commis sur mineurs.**
- **Seuil de non consentement sexuel à 15 ans.**
- **Exonération du jour de carence** pour les femmes en situation de grossesse dans la fonction publique.
- **Amélioration concrète de l'accès à l'interruption volontaire de grossesse.**
- **Contraception gratuite jusqu'à 25 ans.**
- **Lutte contre la précarité menstruelle** dans les établissements scolaires et pour les étudiantes.

SERVICES PUBLICS, L'ÉTAT À VOS CÔTÉS DANS TOUS LES TERRITOIRES

- **10 000 postes de policiers et de gendarmes supplémentaires.**
- **2,5 milliards d'euros pour les commissariats et les équipements.**
- **2,7 milliards d'euros d'augmentation du budget du ministère de l'Intérieur.**
- **Augmentation historique de 33% du budget de la justice sur le quinquennat.**
- **Création d'un parquet national antiterroriste** placé auprès du Tribunal de Grande Instance de Paris.
- **15 000 nouvelles places de prison** en cours de construction.
- **2 100 emplois créés** pour améliorer le fonctionnement des tribunaux et réduire les délais.



Assurer la sécurité des Français : chacun a le droit à une vie paisible

- **Lutter contre la délinquance**, avec la création de la Police de sécurité du quotidien et la contraventionnalisation de l'usage du cannabis.
- **Améliorer la lutte contre le terrorisme**, notamment en contrôlant mieux les financements étrangers des lieux et associations culturels.
- **Faire de la lutte contre le trafic de drogue une priorité nationale**, avec une présence policière accrue sur le terrain et la multiplication des démantèlements de points de deal.

Plus de services publics, l'État présent au quotidien

- L'État investit bien plus qu'avant pour réparer et moderniser les infrastructures (plan ponts et petites routes, investissements sur le rail et les trains de nuits).
- **D'ici 2022, 2 000 Maisons France Services auront été ouvertes, partout en France**, pour assurer la présence de l'État et des services publics près de chez vous.
- **Nous avons revalorisé la rémunération des professeurs, des soignants, mais aussi des 1,2 million d'agents publics les moins rémunérés.** Et pour la première fois, l'État financera la mutuelle de tous les fonctionnaires.



WHIP DE LA COMMISSION DES LOIS, COORDONNER L'ACTION DE LA MAJORITÉ

J'ai été désigné le 13 septembre 2021 « whip » des députés membres de la commission des Lois. Fonction méconnue mais essentielle au bon fonctionnement des travaux de l'Assemblée, le « whip » est chargé de coordonner le travail et l'action des autres députés et d'être l'un des liens entre le Gouvernement et la majorité parlementaire. Un député de la majorité est désigné dans chaque commission de l'Assemblée nationale. Ce travail de coordination est essentiel afin de dépasser les divergences et pour gagner en efficacité lors des débats en commissions ou en séance publique.

Je suis désormais chargé de faciliter le dialogue et la recherche d'un consensus entre les députés et le Gouvernement sur les projets ou les propositions de loi, de veiller à la coordination de l'organisation des travaux du groupe ainsi qu'à l'élaboration des positions de groupe. Enfin j'organise le partage des responsabilités au sein du groupe LaREM.

C'est avec responsabilité et envie que j'ai endossé ce rôle jusqu'à la fin de mon mandat. Je demeure par ailleurs « whip » de la délégation aux droits des femmes, responsabilité que j'exerce depuis 2017, afin de continuer les travaux que nous menons sur **l'égalité entre les femmes et les hommes**. Dans les prochains mois, nous étudierons au sein de la commission des Lois, une proposition de **loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte** ainsi que le **projet de loi relatif aux collectivités territoriales dit « 3DS »**.



SOUTENIR ET RENFORCER NOS ENTREPRISES PARTOUT SUR LE TERRITOIRE

Libérer le travail et l'esprit d'entreprise

- Faire baisser fortement les charges patronales pour réduire le coût du travail et rendre la France plus compétitive.
- Améliorer le pouvoir d'achat de tous les travailleurs sans surcoût pour les employeurs.
 - Nous avons supprimé les cotisations chômage et maladie des salariés. C'est + 260 euros par an pour un salarié au SMIC.
 - Nous avons augmenté la prime d'activité (+ 90 euros par mois).
 - Nous avons rétabli l'exonération des cotisations sur les heures supplémentaires.
- Supprimer le RSI pour simplifier la vie des entrepreneurs.
- Renforcer l'apprentissage : nous sommes passés de 280 000 apprentis en 2016 à 500 000 en 2020.
- Créer une taxe pour les géants du numérique, au niveau mondial, à l'initiative de la France !



Le plan de relance européen
c'est 750 milliards d'euros
et 39,4 milliards d'euros
directement versés à la France pour
alimenter son plan de relance national.



Plan de relance : 100 milliards d'euros et 3 axes clés

- Ancrer la transition écologique.
 - En investissant 30 milliards d'euros dans la transition écologique.
 - En mobilisant 2,7 milliards d'euros pour la rénovation thermique des bâtiments publics.
 - En finançant un bonus écologique et une prime à la conversion pour acheter un véhicule moins polluant.
- Réindustrialiser la France.
 - En mobilisant 4 milliards d'euros d'investissements productifs.
 - En baissant les impôts de production de 10 milliards d'euros.
 - En fléchant l'épargne des Français vers les entreprises françaises.
- Développer la cohésion des territoires.
 - Avec #1jeune1solution : 3 millions de jeunes ont déjà trouvé un emploi ou une formation.
 - Avec 950 millions d'euros de soutien à l'investissement pour les collectivités territoriales.



CRISE SANITAIRE, DES DÉCISIONS CONTRAIGNANTES MAIS PRISES EN RESPONSABILITÉ

Depuis mars 2020, de nombreuses lois sont entrées en vigueur afin de faire face à la crise sanitaire que nous vivons. Je suis pleinement mobilisé sur ce sujet depuis le début de cette crise et, depuis janvier 2021, j'ai la responsabilité pour le groupe LaREM du suivi de l'ensemble des textes de loi relatifs à la gestion de l'état d'urgence sanitaire et de sa sortie. Depuis plusieurs mois maintenant, grâce aux décisions qui ont été prises, grâce aussi bien entendu à l'engagement de l'ensemble des personnels soignants et l'attitude responsable des Français face à la propagation du virus, nous retrouvons une vie presque normale.

Cependant, face au rebond épidémique que nous observons dans certains territoires et chez nos voisins européens, et face aux inquiétudes liées à l'entrée dans l'hiver, nous avons été amenés ce mois-ci à de nouveau légiférer, et ce pour la 11^e fois depuis mars 2020, pour proroger jusqu'au 31 juillet prochain l'existence des outils qui nous permettent de gérer au mieux cette crise et d'endiguer de manière efficace la propagation du virus. Nous avons renforcé les dispositifs de contrôle de l'action du Gouvernement par le Parlement et précisé les critères qui lui permettent de prendre des décisions concernant la mise en place ou la levée du passe sanitaire (Indice de propagation, taux de vaccination, taux de positivité de tests, impact sur les services de réanimation).

Aujourd'hui, nous devons encore continuer à être vigilants afin de protéger la santé des Françaises et des Français. Comme depuis le début de cette crise, je sais pouvoir compter sur votre engagement dans ce sens.

ENFANCE ET JEUNESSE, DONNER LES MÊMES CHANCES À TOUTES ET À TOUS

- **Le niveau d'embauche des jeunes s'est maintenu malgré la crise :**
800 000 sont entrés dans un parcours d'insertion et 500 000 contrats d'apprentissage ont été signés en 2020.
- **Tous les jeunes sans emploi et sans formation de moins de 26 ans auront accès à un revenu d'engagement.**
- **Obligation de formation portée de 16 à 18 ans.**
- **Suppression de la cotisation à la sécurité sociale étudiante.**
- **Augmentation de la prime d'activité de 90 euros.**
- **La caution VISALE permet de louer sans l'apport des parents.**
- **30 000 stages de troisième dans le secteur public et privé** ont été proposés aux jeunes des quartiers prioritaires.
- **Pass culture de 300 euros pour lire, aller au cinéma, au théâtre** qui sera élargi à 500 euros dès 2022.

Donner les mêmes chances à tous les enfants

- **Dédoublage des classes de CP et CE1 en REP et REP+.**
 - 300 000 élèves concernés dans 10 800 classes.
 - Moins d'élèves en difficulté, de meilleurs résultats et une ambiance bien plus propice à l'apprentissage.
- **Dispositif « devoirs faits ».**
- **Distribution de petits déjeuners gratuits dans les zones les plus défavorisées.**
- **Modernisation du baccalauréat.**
- **Quotas de boursiers dans l'enseignement supérieur pour éviter l'autocensure.**



Zoom sur le plan #1jeune1solution

- **Près de 3 millions de jeunes ont été accompagnés vers l'emploi ou une formation.**
- **330 000 offres d'emploi publiées sur la plateforme.**
- **La Garantie jeunes étendue à 200 000 jeunes.**
- **100 000 missions supplémentaires de service civique proposées.**
- **Une aide exceptionnelle octroyée aux jeunes diplômés** (anciens boursiers) inscrits à Pôle emploi.
- **Rendez vous sur 1jeune1solution.gouv.fr**

POUR VOIR CE QUI A CHANGÉ CHEZ VOUS, DEPUIS 2017, RENDEZ-VOUS SUR LE BAROMÈTRE DE L'ACTION PUBLIQUE :

www.gouvernement.gouv.fr



Congé paternité
28 jours



Fin du plastique
à usage unique



Soins dentaires,
auditifs et optiques
remboursés à 100%



Création
du pass culture
et du pass sport



Suppression
de la taxe
d'habitation



Forces de l'ordre :
10 000 postes créés



Plan de relance
de 100 milliards
d'euros



PMA pour
toutes



CONTACTEZ VOTRE DÉPUTÉ

guillaume.gouffier-cha@assemblee-nationale.fr

www.guillaume.gouffier-cha.fr

[@G_GouffierCha](https://twitter.com/G_GouffierCha) [@GouffierChaDepute](https://www.facebook.com/GouffierChaDepute)

[@GouffierCha](https://www.instagram.com/GouffierCha)